

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 31 – 25 août 2022

### En bref

**123,62 tonnes de drogue ont été détruites en Equateur depuis le début de l'année.**

Cela représente la quantité de drogue détruite la plus importante sur les 20 dernières années, avec 104,6 tonnes détruites sur l'ensemble de l'année 2021.

Ce résultat concerne principalement la cocaïne et la marijuana. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Equateur est le troisième pays où le plus de drogue est saisie, derrière la Colombie et les Etats-Unis. Par ailleurs, il fait partie des trois pays d'Amérique du Sud qui livrent le plus de cocaïne à l'Europe avec le Brésil et la Colombie. Toutefois, la destruction des drogues saisies dans le pays souffre de lenteurs bureaucratiques. L'administration équatorienne appelle à une coopération internationale, faisant ainsi écho au souhait de Gustavo Petro, le nouveau président colombien, de changer les politiques de lutte contre le narcotrafic au niveau mondial.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**123,62**

C'est le nombre de tonnes de drogues détruites en Equateur depuis le début de l'année.

### Zoom sur : Les dialogues qui devraient reprendre entre le gouvernement colombien et l'ELN.

Le nouveau président Gustavo Petro a fait de la "paix totale" un de ses objectifs principaux. Quatre jours après son arrivée au pouvoir, il a ainsi envoyé une délégation à Cuba, où avaient eu lieu les négociations de paix avec les FARC, pour poser les premières pierres d'une discussion avec la guérilla ELN. Les mandats d'arrêt contre les négociateurs de l'ELN ont ainsi été levés pour les trois prochains mois. Le dernier processus de paix avec la plus grande guérilla du pays s'est arrêté il y a presque 4 ans, après un attentat de l'ELN dans une école. En réponse à cette volonté de dialogue de la part du gouvernement, l'ELN a libéré 9 personnes.



## BOLIVIE

### La Bolivie espère dépasser les 13 Mds USD d'exportations en 2022.

Après avoir affiché un total de 7 Mds USD d'exportations au premier semestre 2022 (+38% par rapport au S1 2021), le Vice-ministre du Commerce Extérieur, Benjamín Blanco, indique qu'il espère dépasser les 13 Mds USD pour l'ensemble de 2022, record déjà atteint par la Bolivie en 2014. M. Blanco attribue ce résultat aux mesures de soutien aux producteurs et à la stabilité macroéconomique. La Bolivie a notamment augmenté ses ventes de lithium par rapport au S1 2021, en exportant pour 35 MUSD de chlorure de potassium et de carbonate de lithium. Ces résultats restent toutefois en dessous de ses principaux concurrents, le Chili et l'Argentine, qui ont respectivement exporté pour 3,6 Mds USD et 247 MUSD de lithium. Pour leur part, les importations ont augmenté de 39% au premier semestre, totalisant 5,8 Mds USD.

### Malgré des exportations dynamiques, les réserves diminuent légèrement.

La Bolivie a connu au premier semestre un niveau d'exportations très élevé de 7 Mds USD, ce qui porte l'excédent commercial à 1,2 Md USD entre juillet 2021 et juin 2022. Cette tendance permet de stabiliser le niveau des Réserves Internationales (RIN), composante clé, selon le ministre de l'Économie, Marcelo Montenegro, stabiliser le taux de change. Paradoxalement, les RIN se sont tout de même

réduites de 4% entre janvier et juillet, passant de 4,5 Mds USD en à 4,3 Mds USD. Des experts soulignent que cela est probablement lié à la contrebande à la frontière argentine, où les dollars sont très prisés. D'autres facteurs participent également de cet effet : la contrebande aux frontières avec le Pérou et le Brésil, la réduction des transferts des émigrés boliviens ainsi qu'une croissance plus rapide des importations en général. M. Montenegro souligne que le niveau des RIN équivaut à 4 mois d'importation, supérieur aux 3 mois recommandés, mais très loin des 12 à 17 mois d'importations maintenus entre 2009 et 2015.

## COLOMBIE

### L'informalité s'élève à 58% en Colombie selon la DANE.

Sur les 22 millions de travailleurs que compte le pays, près de 13 millions occuperaient ainsi un travail informel. Cette proportion est toutefois en diminution de plus de 2% par rapport à l'année 2021. L'informalité est plus faible dans les zones urbaines, où elle se situe à 45,6% (soit 5,2 millions des 11,4 millions de personnes travaillant en ville). L'informalité dans la capitale s'élève à 36%, soit le plus faible niveau en zone urbaine du pays. Par ailleurs, l'informalité touche plus fortement les hommes : 60% des hommes travaillant sont en situation d'informalité, contre 55% chez les femmes. La DANE souligne également que l'informalité est plus forte dans les entreprises de plus petite taille (85,3% dans les microentreprises contre 5,7% dans les grandes entreprises).



## Le PIB croît de 12,6% au T2 2022.

Ce résultat est au-dessus de la plupart des prévisions et s'explique par une réouverture globale de l'économie après plusieurs années de pandémie qui ont notamment freiné l'organisation d'événements culturels. Ce deuxième trimestre a ainsi été marqué par l'organisation de la Semaine Sainte ou du festival ibéro-américain de théâtre. Cette croissance est principalement tirée par le secteur des services (le commerce, les transports, le logement et les services d'alimentation ont cru de 23,3%). Une lente décélération est toutefois attendue du fait d'une baisse de la consommation résultant notamment de l'inflation. La croissance devrait ainsi se situer autour de 7% pour l'ensemble de l'année selon le nouveau ministre des Finances.

## Le nouveau gouvernement réfléchit à l'utilisation du gaz naturel pour la transition du pays.

Les récentes découvertes de gaz au large des côtes colombiennes et la guerre en Ukraine alimentent le débat sur l'utilisation de cette énergie, alors que le nouveau président Gustavo Petro ne souhaite pas fournir de nouveau contrat d'exploration d'hydrocarbures et veut interdire le *fracking*. La nouvelle réforme fiscale prévoit un impôt sur le carbone mais qui ne s'appliquerait qu'aux raffineries et à la pétrochimie, excluant ainsi de cette taxe les transports et l'usage domestique. Le nouveau ministre des Finances, José Antonio Ocampo, a par ailleurs annoncé que l'exploitation du gaz naturel devrait augmenter parce que les ressources actuelles du pays sont insuffisantes. Pour le moment, la Colombie n'a pas encore

tranché sur son utilisation dans le cadre de la transition énergétique.

## ÉQUATEUR

### Metro de Medellín et Transdev font une nouvelle offre pour le métro de Quito.

Après avoir choisi le consortium franco-colombien Metro de Medellín-Transdev pour la phase opérationnelle de son métro, la Mairie de Quito a demandé aux deux entreprises de faire des ajustements économiques dans leur offre, notamment pour tenir compte de l'inflation. L'appel d'offres a de nouveau été ouvert et l'entreprise Metro de Quito a annoncé qu'elle avait reçu deux offres : l'une du Metro de Sao Paulo et l'autre du consortium franco-colombien. Le président de la commission évaluant les propositions, Roberto Custode, a déjà annoncé que l'offre retenue serait la moins chère des deux. Lors du premier appel d'offre, Metro de Medellín et Transdev avaient fait une proposition s'élevant à 160 MUSD, contre 263 MUSD pour le Metro de Sao Paulo. Le contrat final devrait être signé le 5 octobre avec l'entreprise retenue.

### La capacité d'épargne en Equateur se réduit du fait de l'inflation et de la hausse de la consommation.

Les niveaux de consommation avaient diminué avec l'incertitude liée à la pandémie. Toutefois, ils augmentent de nouveau en 2022 et les dépôts bancaires se réduisent (baisse de 118 MUSD entre mai et juin). La capacité à épargner



des équatoriens est affectée par l'inflation liée au conflit ukrainien, ainsi que par la grève récente de la Conaie.

### Fitch maintient la notation en B- pour le pays.

L'agence qualifie ainsi la dette du pays en monnaie extérieure sur le long terme en B- et mise sur des perspectives stables. Cette note s'explique par une faible croissance, des manquements dans le remboursement de la dette et des risques politiques liés à l'instabilité récente. Ces indicateurs sont partiellement compensés par de relativement hauts revenus par habitants, une position favorable en termes de liquidités extérieures et un profil de dette stable après sa restructuration en 2020. Fitch prévoit que le déficit du gouvernement central s'établisse à 2,1 Mds USD en 2022 (1,8% du PIB), contre 4,1 Mds USD en 2021.

## GUYANA

### Le pays aura besoin de 160 000 travailleurs supplémentaires pour consolider sa croissance.

Selon le think tank *Migration Policy Institute*, la croissance record du pays (estimée à 57,8% pour 2022, contre 43,5% en 2020) nécessite une forte augmentation du nombre de travailleurs. Cela concerne principalement les secteurs pétrolier et gazier, qui sont les porteurs de cette nouvelle croissance. Sur ces 160 000 travailleurs supplémentaires, le think tank estime que 60 000 pourrait venir du Guyana et 100 000 devraient être attirés depuis l'extérieur. Le pays

pourrait ainsi s'appuyer sur les personnes migrant depuis le Venezuela. Le Guyana fait par ailleurs face à un exode important de ses jeunes diplômés et devra donc trouver des incitations suffisamment attractives pour les faire rester sur le territoire. Face au développement des nouveaux secteurs de son économie, le Guyana doit aussi adapter son système éducatif aux nouveaux besoins du marché. Pour ce faire, il va notamment recevoir 44 MUSD de la Banque mondiale.

### Le Guyana a gagné plus de 1,2 Mds USD depuis le début de sa production de pétrole fin 2019.

Le fonds pour les ressources naturelles (*Natural Resource Fund*) a ainsi reçu des revenus provenant des ventes de pétrole et des redevances de 1,24 Mds USD depuis fin 2019. Cela représente une arrivée importante de revenus pour l'Etat, puisque cette somme s'élève à près de la moitié du budget du pays pour 2022 (2,64 Mds USD). Sur l'ensemble de l'argent perçu par le fonds pour les ressources naturelles, 400 MUSD ont été utilisés pour financer les travaux d'infrastructures prévus dans le budget 2022. Plus de 200 MUSD devraient encore être utilisés pour ces travaux d'ici la fin de l'année. Avec l'amélioration des infrastructures et la hausse des prix de l'énergie, les revenus pétroliers et gaziers du pays devraient atteindre 1 Mds USD pour l'année 2022.



## PÉROU

### Le Ministre de l'Economie et des Finances péruvien envisage un risque de récession pour le pays.

Le nouveau Ministre de l'Economie et des Finances, Kurt Burneo, explique dans une tribune à la presse qu'une récession économique serait possible si l'économie péruvienne continuait de se « refroidir ». Les origines de ce refroidissement économique sont, selon lui, le conflit politique en cours, les facteurs externes affectant les exportations, la hausse de l'inflation et les politiques fiscales et monétaires en place. Plusieurs économistes nuancent néanmoins ces propos et estiment qu'une récession est peu probable, malgré la décélération de l'économie. Selon la BBVA, un risque plus réaliste serait d'entrer dans un contexte de stagnation à faible croissance. Afin d'éviter de tels scénarios, Burneo annonce vouloir relancer la croissance péruvienne avec une impulsion fiscale du MEF.

### Les retraits des fonds de pensions privés (AFP) autorisés pendant la pandémie mettent en danger l'adhésion du Pérou à l'OCDE.

La SBS (régulateur du système financier) a alerté le gouvernement concernant les autorisations de retrait de fonds de pensions. Dans le cadre de sa candidature à l'OCDE, le Pérou a adopté une feuille de route avec différents points d'évaluation, incluant la cohérence et la garantie de son système de Fonds de Pensions Privés, sa résilience aux chocs de court terme et

le recours aux retraits anticipés des fonds de pension uniquement en cas d'extrême nécessité. Pour rappel, six retraits exceptionnels ont été autorisés depuis le début de la pandémie, pour une somme totale de près de 86 Mds PEN (22,4 Mds USD), un facteur indéniable de fragilisation des AFP péruviens. Toujours selon la SBS, le fait que les derniers retraits n'aient pas été circonscrits aux seules personnes en extrême nécessité (50% des retraits ont été réalisés par des personnes à haut revenu) va à l'encontre des prérequis de l'OCDE et laisse nombre de péruviens proches de la retraite sans couverture sociale. La SBS recommande donc aux autorités de ne plus autoriser les retraits des fonds de pensions, et de trouver d'autres moyens d'aider la population face aux difficultés économiques engendrées par la pandémie et le contexte international.

### Selon la FAO, le Pérou serait un des pays les moins touchés par la crise alimentaire mondiale, même si l'insécurité alimentaire impacte la moitié des péruviens.

La FAO a indiqué que le Pérou est jusqu'à présent l'un des pays les plus résilients face à la crise alimentaire mondiale. Les mesures prises par le gouvernement, comme le maintien des programmes sociaux et l'activation d'initiatives communautaires, contribuent à cette stabilité. Par ailleurs, le pays produit la majorité des denrées alimentaires qu'il consomme, ce qui participe de cette résilience. Les agriculteurs s'adaptent également à la conjoncture globale : ils réduisent leur quantité de semis et utilisent des cultures qui consomment moins d'engrais



(ce qui a résulté toutefois dans la chute de 20% de la production de riz et de maïs). La FAO précise néanmoins qu'il y a maintenant 16,6 millions de Péruviens (50,5%) qui vivent dans l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire qu'ils ont un régime alimentaire carencé contribuant au développement de pathologies telles que l'anémie, le surpoids et l'obésité. Par ailleurs, 6,8 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire grave, c'est-à-dire n'ayant qu'un seul repas par jour. Les conséquences de la pandémie, notamment la perte d'emploi ou de sources de revenu, sont à l'origine de cette situation.

## SURINAME

### Le ministre des Finances remet sa démission au président.

Le Ministre des Finances M. Achaibersing a démissionné de son poste pour « raisons personnelles ». Cette démission intervient alors que le ministère des Finances était visé par une affaire de détournements de fonds : près de 1,7 MUSD avaient été retirés du compte du ministère grâce à des documents falsifiés. L'affaire a conduit à plusieurs appels à la démission du Ministre. Les derniers échanges peu fructueux avec le FMI et les créiteurs du pays (notamment les détenteurs d'obligations Oppenheimer) concernant le rééchelonnement de la dette ont aussi pu contribuer à accélérer le départ du ministre. Le président n'a pas encore accepté la démission du Ministre Achaibersing. La décision devrait être officialisée dans les prochains jours.

## VENEZUELA

### Gustavo Petro envisage de rendre la gestion de Monomeros au gouvernement de Nicolas Maduro.

Après l'arrivée respective de nouveaux ambassadeurs dans les deux pays et la décision de rouvrir totalement la frontière, Armando Benedetti, l'ambassadeur de la Colombie au Venezuela, a annoncé que le gouvernement réfléchissait à la possibilité de rendre la gestion de Monomeros au gouvernement de Nicolas Maduro. Pour rappel, Monomeros est une entreprise agroalimentaire qui produit près de 37% des fertilisants utilisés en Colombie et dont l'administration est actuellement sous contrôle de Juan Guaido. Le gouvernement de Nicolas Maduro a par ailleurs proposé à la Colombie de créer une zone économique binationale le long de la frontière commune.

### L'économie vénézuélienne pourrait avoir la plus haute croissance d'Amérique latine en 2022.

Selon les dernières prévisions de la CEPAL, le Venezuela pourrait avoir une croissance de 10% en 2022, plaçant le pays en tête de la zone, devant le Panama (7%) et la Colombie (6,5%). La commission a par ailleurs revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'ensemble de la région, avec une estimation à 2,7% pour 2022 (contre 1,8% auparavant). Il est à noter que ces prévisions ont été faites sans inclure le Guyana, qui connaît une croissance inédite du fait de l'exploitation récente de ses ressources en



hydrocarbures. La CEPAL souligne en outre la hausse de l'inflation sur tout le continent. Elle se situait à 8,4% en juin, soit plus du double de sa valeur moyenne sur la période 2005-2019.

### **Le Venezuela souhaite reconstruire son réseau électrique avec Siemens.**

Le réseau électrique du pays, dépendant à 80% de la centrale hydroélectrique de Guri, est actuellement soumis à un manque d'entretien et à des coupures récurrentes. Le pays est ainsi en concertation avec le groupe Siemens, avec pour objectif de réparer les centrales électriques, dans le cadre d'un plan global de réparation du réseau qui s'élève à près de 1,5 Mds USD. Plus précisément, Siemens travaillerait sur des centrales alimentées au gaz ou au diesel alimentant la capitale et sur des centrales électriques alimentant l'industrie pétrolière. Cette collaboration entre Siemens et PDVSA – propriétaire des centrales - est permise grâce à des licences fournies par le Trésor américain, qui spécifient clairement que Siemens ne peut pas augmenter la capacité du pays, mais seulement réparer ses infrastructures.



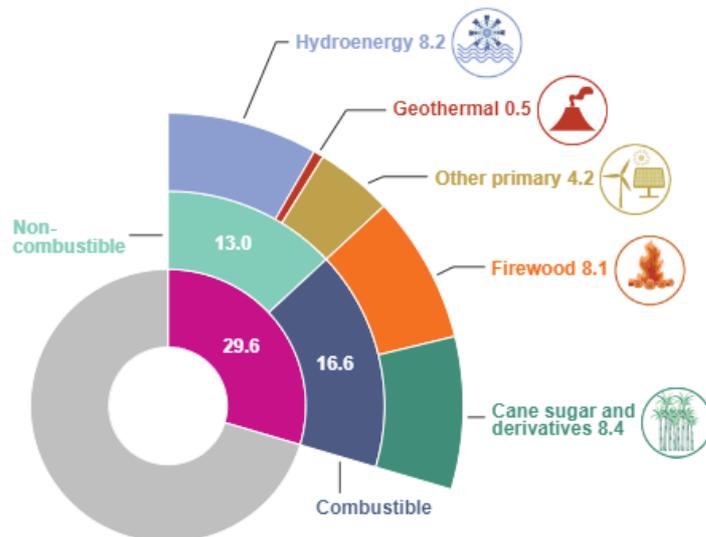
## Indicateurs de la semaine

La fourniture d'énergie renouvelable par source d'énergie en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Source : CEPAL

### Environmental resources and their use

Latin America and the Caribbean: supply of primary renewable energy by energy resource <sup>[A]</sup>  
(Porcentajes)  
2019



[A] ECLAC, calculated on the basis of OLADE, Energy-Economic Information System (SIEE) [\[online\]](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)